



POLITIQUE

Blanquer s'affiche en défenseur de la laïcité

Le ministre de l'Éducation nationale lance un think-tank pour étendre sa sphère d'influence.

LORIS BOICHOT [@lboichot](#)

GOUVERNEMENT Jean-Michel Blanquer a passé sa vie à se tenir à bonne distance des élections présidentielles. Mais cette année, pour sa cinquième rentrée au ministère de l'Éducation nationale, il a prévenu ses proches : il veut compter dans la campagne élyséenne. En lançant mercredi, à Paris, son club de réflexion, Le Laboratoire de la République, le Marcheur creuse le sillon initié dès sa nomination au gouvernement en 2017. Tout en affirmant sa ligne régalienne, le regard tourné vers une réélection d'Emmanuel Macron.

Un ministère de poids - qu'aucun de ses prédécesseurs n'a occupé aussi longtemps -, une lutte identifiée en faveur de la laïcité, et aujourd'hui un laboratoire d'idées : à 56 ans, l'ancien recteur tente d'étendre sa sphère d'influence. Dans sa nouvelle structure, accompagnée d'une plateforme internet, il a embarqué plus d'une cinquantaine de parlementaires et une dizaine de ministres. « *On souhaite apporter des propositions concrètes dans la campagne présidentielle* », explique l'une de ses membres, la secrétaire d'État à l'Éducation prioritaire, Nathalie Élimas.

Les combats en question sont connus : défense d'une laïcité intransigeante, vision libérale de l'économie et lutte contre les idéologies venues de la gauche américaine, le « wokisme » et la « cancel culture » au premier chef. « *Il faut être capable de nommer les choses dans le débat public et de mener une contre-offensive* », a prévenu dès juillet le ministre dans *Le Figaro*, soucieux de proposer plutôt un corpus idéologique « *républicain* », « *humaniste* » et « *universaliste* ».

Contesté par les syndicats d'enseignants et absorbé par la gestion de la crise sanitaire, Jean-Michel Blanquer a plusieurs fois retardé le lancement de son projet. Depuis plus d'un an, il y réfléchit avec son conseiller politique Xavier Chinaud, ex-collaborateur d'Édouard Philippe à Matignon. Il a pris le temps d'en parler avec les anciens premiers ministres Jean-Pierre Raffarin et Manuel Valls, avec l'ex-ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement, mais aussi avec des intellectuels. « *Ce think-tank doit devenir un outil pédagogique central sur la laïcité, indique l'un de ses proches. On veut notamment sensibiliser les jeunes en communiquant sur les réseaux sociaux.* »

Depuis son ministère, rue de Grenelle, à Paris, Jean-Michel Blanquer n'a pas attendu son think-tank pour lancer sa « bataille culturelle ». Mais toutes ses initiatives ont été blâmées par des syndicats, du « conseil des sages de la laïcité », créé un an après sa nomination, jusqu'à la campagne d'affichage inaugurée à la rentrée, en passant par la loi pour une école de la confiance, en 2019. Dans la majorité, son activisme irrite aussi certains élus, agacés par ses harangues répétées contre l'« islamo-gauchisme ». La laïcité « *doit être un respect, une compréhension, une séparation de la loi et de la foi. Pas une obsession qui tournerait à l'affrontement* », a mis en garde en septembre François Bayrou, interrogé sur les initiatives du ministre dans *Le Figaro*. « *Blanquer en fait trop. Il en devient caricatural* », estime une députée LREM issue de la gauche.

Malgré les critiques, l'agréé de droit public persiste dans son rôle de vigie républicaine de la majorité. Au premier plan

après l'assassinat du professeur Samuel Paty par un islamiste, en octobre 2020, il sait qu'il occupe un créneau resté longtemps un angle mort chez LREM. Dans ce combat, il peut compter sur plusieurs soutiens en haut lieu : Brigitte Macron, dont il est proche, mais aussi des ministres venus de la droite, comme Amélie de Montchalin et Gerald Darmanin, qui ne cesse de saluer son « *excellent travail* » dans la lutte contre l'islam radical. « *Il est en cour* », sourit l'un de ses amis. Son profil régalien peut servir la stratégie d'Emmanuel Macron, explique le politologue Jérôme Fourquet : « *Blanquer peut lui apporter des électeurs de droite qui n'ont pas encore basculé et sont sensibles à ces thématiques.* »

Voyant la crise sanitaire s'éloigner, le ministre espère pouvoir braconner sur de nouvelles terres. Dans un second quinquennat, ses amis le verraient bien à la Justice, aux Affaires étrangères ou à l'Intérieur, ce poste qu'il avait espéré lors du dernier remaniement, en juillet 2020. Mais Jean-Michel Blanquer veut d'abord corriger un handicap, son absence d'implantation locale : il cherche une circonscription gagnable en région parisienne pour les législatives de juin. Son crédit politique passe aussi par là. Un fief, des électeurs, et le risque d'une première candidature. ■

« **Blanquer peut apporter à Macron des électeurs de droite qui n'ont pas encore basculé** »

JÉRÔME FOURQUET, POLITOLOGUE

